



Groupe 2 : Attractivité territoriale et fabrication

Première réunion – 08 mars 2024

Animé par Ingrid Florin Muller et Anne-Laure Jouanne (ALCA)

Que ce soit à travers la commission régionale du film et le réseau des bureaux d'accueil des tournages, le réseau des résidences ou les dispositifs de soutiens aux auteurs, aux sociétés de production ou aux œuvres, les partenaires de la coopération pour le cinéma et l'image animée sont engagés dans une démarche d'attractivité territoriale dans leur politique publique de soutien au cinéma et à l'audiovisuel qui complète les dispositifs nationaux type crédit d'impôt. En s'appuyant sur la richesse de ses décors, de ses filières techniques et de production, prestataires et talents, de quelle manière les collectivités territoriales partenaires et la DRAC favorisent-elles l'accueil de tournage et de fabrication que ce soit au stade de la conception des œuvres, de la production ou encore de la post production ? Comment valoriser le territoire et ses forces au mieux dans un contexte de mise en concurrence des régions et de redéfinition de la cartographie des tournages (cf appel à projet France relance 2030) ? Comment équilibrer l'accueil de tournage et de fabrication dans la plus grande région de France tout en répondant aux enjeux d'accessibilité et d'éco-conditionnalité ? Les outils en place peuvent-ils être améliorés pour unir les forces vives en présence et peser au niveau national et international ?

Ressources collectives : <https://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/cinema-audiovisuel/fonds-de-soutien-au-cinema-et-l-audiovisuel/concertation-cinema-et-audiovisuel-nouvelle-aquitaine>

Atelier 1 : État des lieux, observations existant (08/03/24) / Animé par Anne-Laure Jouanne et Ingrid Florin-Muller

Les outils fiscaux visant à relocaliser les tournages et consolider la production cinématographique et audiovisuelle génèrent des retombées économiques indirectes importantes et les œuvres tournées grâce à ces dispositifs mettant en valeur le patrimoine naturel et historique constituent un atout touristique important tout en contribuant à améliorer l'image de la France et de ses régions. Ces dispositifs permettent également de dynamiser le réseau de PME et de structurer des pôles d'excellence. A cela s'ajoutent les dispositifs régionaux attentifs aux dépenses directes liées à la structuration de la filière professionnelle en région.

La région Nouvelle-Aquitaine dispose de nombreux atouts pour faire rayonner le savoir-faire de ses industries techniques, décors et talents, qu'il s'agisse d'auteurs, techniciens, structures de production ou post-production. Favoriser la création d'emplois qualifiés en région dans un secteur en perpétuelle mutation est un des enjeux de la politique publique. Comment identifier les écosystèmes locaux pour pouvoir les promouvoir alors que même que de nouveaux entrants arrivent régulièrement et doivent pouvoir rapidement identifier les partenaires publiques et leurs dispositifs ? Comment favoriser l'accueil de tournage et capitaliser dessus pour développer les outils de production (qu'il s'agisse de talents artistiques, techniques, de patrimoine ou encore de prestataires) ? Comment inciter l'implantation de structures de production et consolider la filière régionale ? Pour faire face à la compétitivité industrielle, technique et professionnelle du secteur, comment encourager la structuration de la filière régionale

tout en garantissant l'indépendance créative des auteurs et économique des entreprises ? Comment concourir à la création d'écosystèmes locaux et faire prospérer création et innovation ?

Présents :

ALCA : Sandrine Thoreau, Maelys Gosset, Ingrid Florin Muller, Cecilia Laugere, Margaux Maillard, Nathalie Bremond, Rachel Cordier, Noémie Benayoun, Manon Delauge, Géraldine Arnoux
Professionnels : Yohann Costedoat Descouzères (Maelstrom Studio), Romane Spampinato (TV7), Nathan Otaño (Disnosc), Sandrine Serna (autrice réalisatrice), Eva Cassagnet (autrice réalisatrice), Nicolas Blard (auteur réalisateur), Jean-Raymond Garcia (Tribune des auteurs/SRF), Julien Raynaud, Jeremie Obispo (Région Nouvelle-Aquitaine), Marie Desivi (KESTU films), Charles-Edouard Woisselin (PEÑA), Emmanuel Fortin (Lily Post Prod), Agnès Paratte (Région Nouvelle-Aquitaine), Pierre-Henri Arnstam (Espace production 47 , Festival de Sarlat), Eric Debègue (Studio Alhambra et Cristal Groupe), Pascal Lefort (BAT16), Romeo Lefèvre (auteur réalisateur/NAAIS, technicien), Philippe Kastelnik (auteur réalisateur/NAAIS), Marie Rateau (Gironde Tournage), Marie Ballon (Mon Ballon production), Jérôme Amimer (Leitmotiv production), Camille Jault (Région Nouvelle-Aquitaine), Olivier Poujaud (auteur réalisateur, Directeur Cinemagis), Emmanuel Linot (La French Machine, Solidanim), Xavier Truchon (studio d'animation TOKU), , Davina Breillet (technicienne), Jules Grange (Kidam/PENA), Raphael Gianelli Meriano (auteur-réalisateur), Julien Rider (auteur réalisateur, NAAIS, Zukugailua), Rafaël Maestro (Cinépassion en Périgord/CINA)

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs, membre de la SRF (animateur du groupe Région) : Eut égard au rôle dévolu au comité de pilotage, est-il prévu une rencontre d'une délégation professionnelle avec ses représentants ?

ALCA : Nous n'avons pas eu l'information à ce jour. Nous sommes rassemblés aujourd'hui pour faire émerger des propositions et ce sont les instances de gouvernance de la convention (comité de pilotage et comité technique des assemblées exécutives des collectivités) qui sont souveraines dans leur choix de politiques publiques et dans les décisions qui seront prises suite à la formulation de ces propositions.

ALCA : Qu'est-ce que l'attractivité selon vous ?

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs : Sur la question des outils fiscaux, tel que le crédit d'impôt, quel est le nombre de projet ayant bénéficié du crédit d'impôt, issus d'une production d'initiative régionale ?

ALCA : Le bilan du crédit d'impôt est disponible sur le site du CNC. La discussion de ce jour n'est pas descendante. Il s'agit de partager vos besoins, et ce qui, selon vous, est inspirant sur ce qui existe dans d'autres régions par exemple, ou même au niveau européen pour faire rayonner l'attractivité de la région.

Yohann Costedoat Descouzeres, Maelstrom, chef de projet du renouvellement d'une chaîne de télévision publique française sur l'intégralité de l'infrastructure de post-production : Au regard de ce qui se fait aujourd'hui, dans les technologies de la post production, la centralisation parisienne n'a plus de sens. Il s'agit d'une habitude des professionnels. Techniquement en Région, nous avons des savoirs faire mais nous manquons de capacités financières importantes. Selon moi, l'attractivité est essentiellement axée sur les aides. Une fois que les professionnels découvrent les compétences de post production en Région, ils y découvrent aussi une méthode de travail : des auteurs réalisateurs qui sont au cœur de l'action du montage de leur projet. Mais s'ils ont des aides ailleurs, ils feront la post production ailleurs.

Éric Debègue, dirigeant des studios de l'Alhambra de post production (2018) et Cristal Groupe production de musique à l'image (1996)

Il est important de pouvoir avoir un fléchage spécifique sur la post production. On parle de l'économie d'une filière. C'est un outil d'attractivité. Certains viennent tourner ici, car ils peuvent faire la post production ici. J'ai fait changer les règles pour le département de la Charente-Maritime sur l'aide à la production du fonds départemental pour qu'il y ait un fléchage spécifique sur la post production.

Ex d'une série « Je te promets » : Ils commencent le montage pendant le tournage. Le fait d'avoir les deux possibles au même endroit est un élément facilitateur.

Les finances et les outils de post production sont une manière d'attirer les projets sur notre territoire. Beaucoup de producteurs en région se sont développés sur la coproduction internationale. La post production est essentielle pour ces projets-là. Il faut donc mettre en avant les outils de post production. Ce qui est dommage c'est que dans les aides du fonds de soutien, la post production est rattachée au tournage et ce n'est pas comme ça qu'on ramènera les compétences sur notre territoire. La Belgique est inspirante là-dessus. Il est possible de délocaliser la post production mais pour cela il faut une collaboration entre les collectivités et les métiers de la post production et avoir des financements clairement fléchés.

ALCA : Rappelons que dans le cadre du fonds de soutien, il y a des aides à l'écriture, au développement, réécriture, et à la production. Pour l'aide à la production, elle peut comprendre des dépenses de post production. Et qu'une aide à la post production appelée NAFW existe sous la forme d'un appel à projet annuel porté par le FIFIB.

Philippe Kastelnik, auteur réalisateur coprésident NAAIS : L'attractivité, c'est aussi favoriser l'installation des auteurs mais aussi des techniciens et de tous les acteurs du secteur. Favoriser cette installation c'est : créer des conditions attractives et consolider l'installation des auteurs déjà présents. Cela implique la promotion des auteurs déjà là. Les auteurs sont à l'origine des projets et souhaitent avoir une famille de cinéma. Pour nous NAAIS, il est important de rendre la Région attractive pour faire venir des chefs de poste. La promotion des auteurs est essentielle. Donc créer des dispositifs de soutien fléchés sur l'attractivité.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : Concernant des lignes de crédits fléchés sur la post production, les dispositifs européens ne permettent pas de flécher des fonds spécifiques à la post production. C'est pour cela que sont indiquées dans les aides à la production des dépenses de post production. Il y a donc un travail à mener sur la dimension de la réglementation des dispositifs. Il faut se féliciter que la Région Nouvelle-Aquitaine se soit intéressé et ait déployé un critère de recours significatif aux industries techniques pour la fabrication des projets dans les aides à la production. La coproduction internationale a permis de mieux appréhender les industries techniques et les métiers connexes. A plusieurs reprises, lors des précédentes sessions de travail, l'Agence et la Région ont été alertées sur le fait que les producteurs décentralisés ont difficilement accès aux aides nationales dans le domaine de la fiction. Pour envisager le renforcement de la politique de coproduction internationale, c'est un point à prendre en considération. Il faut également déployer des moyens sur la promotion : permettre à des techniciens et industries techniques de se déplacer en festival. Aujourd'hui, les délégations professionnelles sont majoritairement à destination des producteurs avec une baisse budgétaire ces derniers temps. Il y a « attractivité » qu'à la condition qu'on ne promeuve pas seulement des décors mais aussi les ressources professionnelles, techniques et la matière grise dans le paysage.

Yohann Costedoat Descouzères, Maelstrom : L'attractivité est autant sur le tournage et la post production que sur les évolutions technologiques. Il y a des étapes qui faisaient parties de la post production et qui aujourd'hui grâce à la technologie se font sur le tournage. Des métiers comme les IT (Industries Techniques) peuvent réfléchir très en amont de la fabrication, sur l'esthétique du film et de ce qui se passera à l'étalonnage. On doit donc penser de manière très étroite le tournage et la post

production. La post production se réfléchit avant le tournage ce qui est d'autant plus vrai avec les évolutions technologiques. Nous manquons d'interconnaissance, ou de famille du cinéma. Nous sommes nombreux à ne pas nous connaître, à ne pas nous côtoyer. Cela pourrait être rassurant pour des sociétés de production de constater qu'il y a des forces en présence, qui collaborent et qui font groupe. Cela pourrait être une mission de l'Agence ou de la Région de favoriser des endroits pour cela. Concernant le NAFW, cette aide n'est pas exactement fléchée sur la post production. Certains producteurs s'en servent pour payer une partie de la production. Nous avons besoin de retours et de repenser cette aide.

Jules Grange, Kidam et membre de la PENA : L'importance des activités de post production en Région semble peu compris de la part des collectivités notamment des départements. Même si le projet est développé en région, le département n'apporte son soutien que si le tournage est sur le territoire. La question est donc de penser un continuum des accompagnements en place. C'est aussi le cas des VFX avec une bonification pour les films d'initiatives françaises ou des films étrangers qui attirent la production exécutive. Mais là où le bât blesse, c'est avec les départements. Il y a un manque de connaissance des politiques sur l'importance de la post production en Région : elle permet aussi la création d'emplois qualifiés et pérennes.

Pour préparer cette réunion nous avons beaucoup de données sur les tournages mais pas sur la post production. Vous mentionnez aussi le bilan du crédit d'impôt du CNC, mais c'est un bilan qui est uniquement focalisé sur les jours de tournage. Nous avons beaucoup d'informations sur l'activité tournage mais beaucoup moins sur l'activité de production.

À Kidam, nous souhaitons créer un pôle de production et de post production à Bordeaux pour pouvoir localiser des productions de film même sans soutien de la région. Pour cela, il faut avoir un niveau de volume suffisant de production, et donc nous avons besoin d'informations pour mettre en avant les qualités de la Région.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs :

A-t-on une idée de la hauteur des dépenses générées au titre de la post production dans les bilans et/ou rendus de compte ?

ALCA : Nous notons donc le besoin d'un suivi sur les dépenses de la post production au même titre que ce qu'on fait sur le tournage.

Nicolas Blard, auteur réalisateur animation : La post production se pense en amont. Mais il y a un problème d'information, de communication. Je rejoins Yohann, nous avons besoin d'un événement chapeauté par ALCA où les professionnels se rencontreraient et où l'on pourrait faire venir des professionnels hors Région. Je suis arrivé en 2000 à Angoulême. J'ai eu du mal à recruter à l'époque. Il y avait beaucoup de professionnels de la post production et peu de production. Aujourd'hui cela a changé. Lorsqu'un studio vient s'installer à Angoulême, on trouve toutes les compétences ici. Ce qui est compliqué c'est de ramener de Paris des productions à Angoulême. Il y a des gens qui font des FX, du live, du jeu vidéo, de l'animation : il faut qu'on se croise. Il est important de savoir qu'il y a beaucoup de compétences en région. On présente souvent des succursales de studios parisiens. Il faut valoriser les studios installés à Angoulême et toutes les compétences.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs : Je rejoins ce que disait Jules. C'est extrêmement important d'avoir des éléments plus qualitatifs en termes d'étude sur la création et la production d'initiative régionale. Au-delà des auteurs et producteurs, c'est aussi la question des techniciens et des prestataires et de la décentralisation de la production. Il y a eu une étude quantitative. Christophe Jankovic, producteur d'animation, a beaucoup insisté sur le fait qu'il faut qu'on aille plus loin sur l'étude des données qui avait été présentée à l'époque sur l'animation. De même sur les industries techniques, l'impact économique du documentaire et les problématiques des auteurs.

Je rejoins Yohann sur la promotion des compétences régionales. Il y a plusieurs festivals en région de catégorie 1 qui semblent déconnectés de la promotion des équipes régionales où il n'est pas toujours simple de rentrer en contact avec eux pour organiser des temps de rencontre, des masterclass, car ce sont des festivals portés par des équipes parisiennes. Il y a un besoin de temps d'information, de pédagogie, et donc de promotion. Et de la part de l'Agence, de mettre en place des stand ombrelles où l'on retrouverait des délégations de techniciens, des industries techniques et de VFX. Il y a beaucoup de sociétés de post production et d'effets spéciaux implantées en Région et cela ne semble pas clair pour la Région et les départements. Ce n'est pas suffisamment pris en compte dans les réflexions de la gouvernance sur la politique cinéma et audiovisuel, autant pour la Région que pour les Départements. Bordeaux métropole, qui axe son engagement plus sur le développement économique, pourra peut-être plus facilement être enclin sur ces questions de promotion.

J'insiste qu'il soit primordial de ne pas perdre de vue les auteurs, car nous sommes à l'origine des projets, quelle que soit leurs natures, leurs esthétiques et leurs économies.

Emmanuel Fortin, étalonneur Lily post prod : Il faut se réjouir d'avoir beaucoup de talents dans cette Région et à tous les niveaux. Il faut vraiment se rappeler de faire un point sur NAFW qui pose problème. Elle propose des enveloppes conséquentes à des films qui par moment n'en n'ont pas besoin. Ex : 50 000€ pour finir la post production d'un documentaire. On a des soucis de productions qui imposent des techniciens parisiens. Ce qui est compréhensible sur un long métrage de coproduction internationale quand un réalisateur est sur son 4^{ème} film et qu'il veut travailler avec un étalonneur, un monteur qu'il connaît. Mais pour le NAFW c'est différent car ils partent sur un budget de 0€. On ne peut pas entendre que l'argent de la Région aille dans les poches des Parisiens. On se retrouve dans une position difficile : soit d'accepter, soit de refuser la post production du projet. Il faut donc repenser l'octroi de cette aide avec les prestataires de la post production pour qu'elle soit plus cohérente.

Éric Debègue, Studios Alhambra et Cristal Groupe : Je suis aussi membre du bureau de l'ALCA. A ce titre des professionnels me font part de leurs remarques et des choses qu'ils attendent de l'Agence et de la Région :

- Parler des acteurs du territoire (techniciens, production, post production, ...) qui existent : Qui fait quoi ? Nous avons besoin de nous connaître entre nous, mais aussi de nous faire connaître l'extérieur. Il y a un travail de communication à faire pour vendre les compétences de notre territoire.
- Besoin de communication de la Région vers les professionnels sur les projets qui arrivent potentiellement sur le territoire : être informé des tournages prévus ou des sollicitations.
- On sait tous ce qui attire une production à tourner sur le territoire : les compétences, le décor, l'accueil (travail important des BAT sur l'accueil des productions), le financement. La Région consomme l'intégralité de son enveloppe : 11 millions d'euros en Nouvelle-Aquitaine. 2^{ème} région après Île de France. Donc pourquoi ne pas imaginer les choses comme Pictanovo qui entre en coproduction sur les projets soutenus ?

ALCA : Rappel, les propositions doivent garder en considération que c'est à enveloppe constante.

Charles Edouard Woisselin, Coordinateur PENA : Nous remarquons une méconnaissance des uns et des autres. Nous rappelons que la PENA organise un événement, Territoires d'Images, dont ALCA est partenaire qui a lieu en décembre en parallèle du Poitiers Film Festival. Ce sont 2 journées de rencontres professionnelles. C'est l'occasion d'aborder toutes les questions de la filière. Cette année pour la première fois, nous organisons une autre rencontre professionnelle à la Villa Valmont, le 06 juin en partenariat avec Bordeaux Métropole sous la forme d'une étude de cas d'un projet de la création à la diffusion. Vous y êtes tous conviés.

Pierre-Henri Arnstam, Espace production 47 et Festival du Film de Sarlat : Le manque d'informations est évident. A Sarlat depuis 2011 des journées professionnelles réunissent des techniciens et comédiens au mois de novembre. Seul festival en France qui rassemble aussi 600 lycéens sur le film du Bac. Ces lycéens assistent à 5 ateliers par an au cours desquels un professionnel du cinéma présente son métier. Cela peut être fait dans tous les festivals.

Les bureaux d'accueil des tournages permettent de favoriser les tournages dans les départements avec l'apport financier des départements et de la Région, mais aussi parce qu'ils sont des facilitateurs. C'est eux qui proposent des capacités d'accueil aux sociétés de production et aux réalisateurs. Lorsque des réalisateurs reviennent tourner sur le département, comme Stéphane Brizé cela veut dire qu'on a bien fait le travail.

Nathan Otaño, Disnosc : On est installés à Biarritz depuis 4 ans, nous faisons de l'animation 2D. J'interviens pour parler de notre expérience en tant que studios loin des pôles principaux d'animation d'Angoulême et de Bordeaux. ALCA fait un travail de redirection vers nous des informations. On fait des projets 2D haut de gamme, qu'on pourrait faire à Paris. Mais on n'a pas un flux de projet suffisamment long pour que des professionnels s'installent ici à Biarritz. Aujourd'hui on observe une forme de dépendance aux aides apportées aux films. Pour être compétitif sans ces aides-là, il faut un volume important. Il pourrait y avoir une aide de la Région sur la question de l'éloignement ou du phénomène de mise en concurrence avec Angoulême. Lorsqu'on est excentré, c'est plus compliqué de se lancer. A Disnosc, nous nous positionnons sur une forme d'excellence, car nous aurons plus de frais qu'Angoulême. Aujourd'hui il est plus facile pour nous de collaborer avec d'autres régions que de collaborer avec Angoulême. Au lieu d'avoir des aides par projet, nous aurions besoin d'une aide sur le territoire afin de permettre à des animateurs de travailler sur plusieurs départements. Même si en tant que société c'est aussi notre travail.

Jules Granges, Kidam/PENA : Nous avons besoin de valoriser les projets soutenus par la région ou d'initiative régionale et qui sont sélectionnés dans des festivals majeurs nationaux et internationaux, nous pouvons mettre en valeur les équipes techniques et montrer par le rayonnement de ces œuvres toutes les compétences en Région. Ceux sont des informations qualitatives.

Les résidences d'écritures qui accueillent des réalisateurs sont aussi le moyen d'initier des projets néo aquitains. Ex Orkhan Aghazadeh, réalisateurs azéri accueilli à Bordeaux en résidence dans le cadre des résidences internationales d'ALCA. On l'a rencontré à cette occasion on a produit son documentaire, on a eu les aides régionales puis une coproduction avec l'Allemagne. Dans cette idée de continuum d'accompagnement : un projet qui commence dès l'écriture et qui se développe en région même venant de réalisateurs internationaux, met en valeur tous les talents et savoir-faire de la région.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : Il est difficile pour les auteurs d'exister sur le terrain de l'attractivité et de la fabrication. C'est une interrogation à garder pour le prochain atelier de ce groupe. Ne pas confondre promotion et interconnaissance. Je ne suis pas tout à fait d'accord sur le fait que l'on se connaisse mal. Les productions de coproduction internationales connaissent très bien les industries techniques de la post production. Je salue les efforts de L'Alhambra, Lily post prod et Maelstrom qui sont des partenaires de premier plan sur nos projets, et ce en amont de la post production. Quand on parle de promotion des talents en Région c'est vers l'extérieur. C'est assez dommage que des manifestations assez importantes comme le FFA, qui est l'évènement de la rentrée du cinéma français, ait une attention aussi faible des questions d'initiative régionale et aux ressources régionales. Il faudrait peut-être prévoir des critères de réciprocité vers la filière pour des évènements soutenus par la Région. Il me semble qu'on est une région très riche en matière de Festival important avec la présence de représentants, notamment de décideurs privés, de filiale des chaînes cinéma. Ce serait bien que l'Agence, ALCA, dans sa dynamique de mise en réseau, établisse des connexions. Nous sommes nombreux à passer du court au long de fiction et nous n'avons pas d'agent artistique. J'avais proposé d'inviter de la part d'ALCA des agents artistiques à rencontrer les auteurs de la Région. Si la

mobilité des auteurs vers les décideurs est difficile pour des raisons économiques, il faut travailler cette question de la dynamique des connexions car la situation économique des auteurs s'est détériorée. Sur la proposition d'Eric de la coproduction : cette proposition elle a déjà été faite et refusée alors même qu'Alain Rousset était prêt à envisager une étude sur la mise en œuvre de cette politique de coproduction. Il faut savoir que la seule politique de coproduction, qui a d'ailleurs fait l'objet d'un décret en Conseil d'État, et qui est effectivement active, c'est celle d'Auvergne Rhône-Alpes cinéma qui est bel et bien coproducteur. Pictanovo est une association de loi 1901, c'est un financeur privé.

Yohann Costedoat Descouzères, Maelstrom : Je voudrais revenir sur la manière dont sont envisagées les propositions ou les initiatives régionales à l'échelle nationale. Le CNC a décidé de trancher sur la question des choix d'aide de projets basés sur l'innovation. Trop de demandes par rapport au budget. Cette considération de l'innovation à l'échelle nationale avec une vue parisienne n'est pas cohérente à l'échelle régionale. Essayons de mettre en avant ce qui relève de l'initiative régionale qui va dans le sens d'une attractivité du territoire, de promouvoir cette relation étroite tournage/post production, et de prendre en compte les questions autour de la technologie (RSE, environnement, virtualisation, cloud...).

A titre personnel, j'interviens sur la post production dans le cadre de masterclass pour la résidence du CLOS. Les festivals sont des endroits et des moments pertinents pour faire rencontrer les professionnels régionaux et nationaux, et pour mettre en avant les compétences régionales et les valoriser.

Nathan Otaño, Disnosc : En Pyrénées-Atlantiques, il n'y a pas de fond départemental. Même s'il semblerait que ce soit en projet. Aujourd'hui, c'est plus facile de faire venir des juniors ou des middle car ils ont moins de contraintes personnelles, ils sont plus mobiles. Il est plus difficile d'attirer les seniors qui pourraient porter la structure au-delà. Ils coûtent plus chers. Alors qu'à Angoulême, ils sont déjà sur place. Aujourd'hui, dans une société comme Disnosc, il y a une forme d'épuisement car on forme des juniors et ils repartent. Il y a des écoles d'animation en Région qui forment bien. Mais il faut compter un temps de mise en route pour un junior, il passe par de l'assistantat d'animation 2D. L'apprentissage de cette méthodologie et ce temps de formation impactent les budgets de la structure. Nous avons déjà réfléchi avec d'autres sociétés à mettre en place des formations courtes et professionnalisantes, une sorte de perfectionnement en sortant de l'école, sur comment on travaille en production d'animation dans une société régionale. Et au-delà des questions de recrutement et de formation, cela permet aussi de créer des synergies entre sociétés.

Emmanuel Linot, La French Machine : Il faut mettre en avant les compétences régionales, il y en a beaucoup. Les gens ne se connaissent pas bien. On a parlé de la post production mais il faut aussi parler des studios de tournage : Transpalux, TSF, projet à Sarlat France tabac. Ceux sont des outils intéressants pour produire et tourner en Région.

J'insiste aussi sur le besoin d'organiser des événements pour mieux se connaître entre auteurs, producteurs, prestataires et plus largement professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

Les festivals peuvent être un moment pour cela. Mais on peut aussi compter sur l'ALCA pour animer ce genre d'événements pour connaître ce qui existe, et toutes les compétences existantes en Région. Ainsi, chacun peut en faire aussi la promotion.

Rafael Maestro, Directeur Cinépassion 24, Président CINA : On a une filière régionale solide. Nous avons effectivement besoin d'avoir des endroits et des lieux pour échanger et partager. Il va y avoir une incidence forte de France 2030 et de la Grande Fabrique de l'image. Trois régions étaient prioritaires : Méditerranée, Ile de France et des Hauts de France. La Nouvelle-Aquitaine n'y était pas. Les studios vont avoir des incidences fortes sur vos projets et sur la façon dont vous les menez avec notamment de nombreux partenariats de coproduction. Le CNC accompagne avec une orientation très forte cette transition liée à France 2030, jusque dans les modèles de convention CNC/Région. Nous avons un président du CNC, qui était avant son arrivée, auteur d'un rapport qui stipulait que le crédit

d'impôt est la nouvelle valeur ajoutée la plus intéressante pour une politique d'Etat pour aider une filière. On commence à en voir la traduction au service de la direction des politiques territoriales, c'est-à-dire : si les collectivités régionales veulent continuer à aider les productions régionales elles pourront le faire, mais elles le feront seules. On a actuellement une convention CNC qui va se terminer en 2025. Nous sommes déjà en train de préparer la prochaine. La prochaine convention qui indiquerait que si les régions souhaitent continuer à aider, elles devront le faire de manière plus isolée car le CNC a d'autres priorités. Nous avons donc besoin de temps de travail comme celui-ci, pour qu'ALCA rapporte vos idées auprès de la Région, pour qu'elle ne soit pas à la traîne, ni dans le même ton que le CNC mais qu'elle soit innovante.

A Sarlat, nous avons un projet sur un ancien site industriel, FRANCE TABAC (3 personnes travaillent sur ce projet), pour lequel nous avons été labellisés sur 2 des 3 piliers : la création d'une école des métiers du cinéma articulée avec un studio de tournage de 1000m² et d'une ressource de 6000m². Un projet important et d'actualité avec les questions d'éco conditionnalité du CNC. Nous avons envoyé une invitation à tous les réseaux professionnels pour les convier à venir visiter le site le lundi 08 avril. Ce qui est très important pour nous, c'est de pouvoir vous faire visiter une friche avant qu'elle devienne un lieu, mais surtout pouvoir échanger au maximum avec vous.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : Je pense que la Région devrait s'interroger sur le fait que la Nouvelle-Aquitaine ne fasse pas partie des régions prioritaires alors même qu'elle a été prescriptrice dans certains nombres de dispositifs dont la coproduction internationale. Si nous sommes tous là au nom de la création, de la production d'initiative régionale, des techniciens, des prestataires, des studios c'est parce que nous sommes les acteurs de la décentralisation du cinéma et de l'audiovisuel. L'Aquitaine a été une des toutes premières à signer des conventions avec le CNC et l'État. Elle a participé aux origines et à leurs développements, des politiques cinéma et audiovisuelles des régions. 40 ans plus tard, on a des communautés professionnelles du cinéma et de l'audiovisuel actives et connues à l'international, curieusement pas aussi bien au niveau national. Dans la façon dont on s'engage dans les négociations, il faudrait rappeler au CNC les spécificités du développement des politiques régionales. Nous avons tous des récits de politiques publiques différents. La dimension de nos métiers est majoritairement artisanale. Du côté des producteurs, on est plutôt confronté à des PME, des TPE et quelques pôles mais qui restent relativement moins importants que ce que l'on pourrait envisager d'une pratique industrielle du cinéma et de l'audiovisuel. Mais l'artisanat, les TPE et PME ne sont pas de la « division 2 ». La politique de coproduction internationale portée par la Région depuis plus de 10 ans fait que des talents étalonneurs, des sociétés de post production, et de production sont identifiés dans des pays comme en Amérique Latine grâce à des sociétés de production comme In vivo, Dublin Film pour ne citer que celles-ci. Il est important dans cette dimension de promotion, que l'Agence, le Conseil Régional, les départements associés promeuvent un récit de politique publique, l'explique, le développe et le qualifie.

Il y a un problème de méthodologie dans la manière dont est engagée cette concertation, on manque de chiffres clés sur l'initiative régionale : le nombre de projets relevant des auteurs régionaux qui sont adressés au titre du Fonds de soutien au titre des fonds filières et avec quels résultats pour ces projets. Une forme de traçabilité des parcours qui vaut aussi bien pour les auteurs que pour les producteurs. Parce que nous sommes en capacité de vous dire, avec quels prestataires, avec quels techniciens, on a travaillé, qu'il s'agisse de plateau ou de post-production. Il y a des éléments très simple à constituer, des données chiffrées qui constitueraient les premiers pas de la réflexion à venir à Brive.

Pour finir, un dernier point et je reprends les termes de Charline Claveau lors de notre réunion à Poitiers lors de Territoires d'Images : Comment la région se différencie par la diversité, la créativité et la force de la proposition des auteurs, en faisant de la Nouvelle-Aquitaine, une terre où ils sont bien considérés. Comment rendre la région plus attractive pour les auteurs : en les connaissant.

Guillaume (Menesplier) a lancé un questionnaire sur les auteurs de documentaire. Peut-on l'étendre au court métrage, au long métrage, à la fiction audiovisuelle et à l'animation en prenant considération les auteurs graphiques. Au niveau national il existe aussi des ressources sur la question de la précarité

des auteurs qui s'accroît de plus en plus. D'autres régions ont essayé d'apporter des réponses (Centre Val de Loire, Bretagne). C'est le rôle de l'Agence de mener ce type de travail plus qualitatif.

J'ai participé à un Webinaire organisé par Agence A sur les résidences artistiques. Ce webinaire s'est arrêté sur la question de la rémunération des auteurs dans le cadre d'une résidence car trop complexe à appréhender. Il s'agissait que d'une cartographie des résidences. L'ALCA qui pilote au moins 2 résidences peut mener ce travail sur la rémunération des artistes auteurs.

A Territoires d'Images, Vincent Leclerc a présenté une synthèse de son travail pour la SACD sur la situation des auteurs en région, pas seulement dans notre région. Il apparaît que les auteurs sont un grand impensé des politiques territoriales à peu près partout. Et pourtant c'est là que se trouve l'attractivité pour les métiers de l'esprit.

ALCA : Concernant le questionnaire, il s'agit d'un questionnaire destiné aux auteurs de documentaire dont les résultats ont été présentés par la Région et ALCA dans le cadre du FIPADOC. Il est en cours de réflexion de le généraliser à d'autres genres et typologies de projets. Vous avez déjà les bilans des aides des années précédentes disponibles en ligne sur notre site. Pour 2023 ça ne saurait tarder. Mais peut-être nous parlons là de données plus précises qui manqueraient.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : Nous avons besoin d'éléments de synthèses : sur la création et la production d'initiative régionale. Le travail de cette sollicitation dont on fait l'objet aujourd'hui, et on vous en remercie, on le fait dans un contexte de grandes difficultés économiques. Il faut qu'on trouve des emplois alimentaires, on est en surcharge de travail. Nous avons besoin du nombre de projets qui sont déposés que vous traitez et qui relèvent bien de la définition d'une initiative régionale. Un auteur en région, dans toutes les régions françaises, c'est un auteur résident en région. Alors que dans notre région, la Nouvelle-Aquitaine, il y a des éléments supplémentaires qui permettent d'étendre le concept si je puis dire « d'auteur en région ». Ex : dans le passage du court au long, des auteurs extraterritoriaux qui ont bénéficié d'une aide à la production au titre du court métrage peuvent également prétendre à des aides à l'écriture de la Région Nouvelle-Aquitaine et des départements le cas échéant. De la même façon il y a une ambiguïté sur les lauréats des résidences. Vincent Leclerc souligne, dans son rapport, que les résidences artistiques sont moins accessibles aux auteurs de leurs territoires. Jules (Grange – Kidam), évoquait un auteur international en résidence. Est-ce que, par exemple, on pourrait avoir une idée plus précise sur le principe que des auteurs extraterritoriaux puissent bénéficier d'une résidence d'écriture ou de développement de projets ? Tout comme les auteurs extraterritoriaux qui passent du court au long qui sont potentiellement éligibles aux aides à l'écriture de la région Nouvelle-Aquitaine ? Il reste des ambiguïtés qui mériteraient que l'on puisse tous ensemble, auteurs, producteurs concernés par ces règlements, se rencontrer et les passer au crible.

ALCA : Une petite précision, côté fonds de soutien animation, que je suis depuis 3 ans, il n'y a jamais eu un seul projet aidé dont le critère était le passage du court au long.

Du côté du long métrage de fiction, un bon nombre des projets qui peuvent cocher ce critère ont également d'autres critères d'éligibilité en lien avec le territoire.

Yohann Costedoat Descouzères, Maelstrom : Une question à Rafael, concernant ce qu'il évoquait des positions du CNC et de ses répercussions en Région. Est-ce que cela signifie que si on part sur 2 façons d'envisager les choses, on va tirer un trait sur le 1 pour 2 ?

Rafael Maestro, Directeur Cinépassion en Périgord, Président CINA : Je ne suis pas la collectivité. J'ai entendu le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, avec son ministre du Budget indiquait qu'il nous manquait 12 milliards € et que la politique du cinéma est dans la cible du gouvernement. De manière concomitante, le crédit d'impôt du Royaume Uni passe à 40%. Je pourrais donc résumer la situation en disant que pour le CNC : il faut moins produire pour mieux diffuser. Moins produire, mais produire quoi ? Là-dessus chacun a son avis. Mais c'est une question politique. Il y a un

établissement public qui porte la politique du cinéma et audiovisuelle. L'ADN de la Région Nouvelle-Aquitaine ne rentre pas dans les attendus du CNC. Il n'empêche que la Nouvelle-Aquitaine peut être pro active et innovante. Mais on ne peut pas s'isoler non plus et construire des murs autour de la Région en disant qu'on va se suffire à nous-mêmes. Il y a urgence à se dire sincèrement les choses et d'arriver à rassembler toute la filière pour discuter des enjeux politiques.

Yohann Costedoat Descouzères, Maelstrom : On a une problématique, c'est précisément la capacité à faire de la recherche et du développement et donc d'avoir des salaires en interne qui ne sont pas liés à des entrées d'argent (location de salle, ou de la prestation), mais des postes de directeur technique. Nous aurions besoin d'une aide au programme des industries techniques. Il faut assumer le fait que la technologie est celle qui change le plus vite et avance le plus vite. Il faut avancer sur ces questions d'avancées technologiques qui impactent tout le monde, jusqu'aux auteurs.

En tant que monteur, je rejoins Jean-Raymond, nous avons besoin de données pour voir si les politiques publiques vont dans la bonne direction ou non, ou s'il y a besoin de réorienter. Il faut avoir des outils d'analyse. Par exemple sur la post production ce serait : à quel point des aides régionales ont généré de l'emploi, ont donné lieu à des projets, le nombre de projets néo aquitains qui ont été aidés, nombre de projets extérieurs qui ont été aidés.

ALCA : Rappel : possibilité de soumettre des contributions écrites dans le cadre de la concertation.

Nathan Otaño, Disnosc : En animation, on partage beaucoup d'outils. On a une région très grande avec beaucoup de petites entreprises. Pour développer le territoire et le rendre attractif, nous avons besoin de développer des outils communs entre sociétés. Cela permet de développer une dynamique régionale et de collaboration sur long terme.

Yohann Costedoat Descouzères, Maelstrom : Ce qui peut être appuyé par des technologies de notre époque.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : Je voudrais revenir sur l'idée d'une aide au programme pour les industries techniques. En Aquitaine, avant la fusion, la politique dédiée à l'attractivité s'est appuyée sur 4 leviers : la refonte des règlements d'intervention, la création de dispositif comme l'aide au programme d'activité des entreprises, la coproduction internationale et le COM avec les chaînes locales. La fusion et le covid ont très largement télescopé ces dispositifs leviers. France 2030 va constituer un autre impact à prendre en considération. Quand on voit l'évolution de ces politiques leviers, notamment celle de l'aide au programme, elle a évolué au sein même du Conseil Régional. De sorte que le 2^{ème} axe de la mobilité et donc de la promotion de l'activité des entreprises dans les festivals et marchés a disparu. Il y a un paradoxe avec une volonté politique très forte et en même temps un épuisement des moyens mis en œuvre qui ont constitué le terrain de développement de cette politique territoriale depuis plus de 10 ans. On assiste à une forme de dérégulation avec également une arrivée massive des sociétés de production. Il ne s'agit pas de fermer les portes mais de consolider l'existant en harmonisant les conditions d'accueil. Pour cela nous avons besoin d'éléments qualitatifs. Le préalable est de pouvoir compter sur les collectivités (départements), la Région et l'Agence pour restituer des éléments de synthèse pour qu'on aille plus loin pour apporter des idées sur une stratégie territoriale.

NAAIS et la Tribune des auteurs ont demandé à plusieurs reprises des chiffres : combien de projets déposés par des auteurs initiative régionale ? combien passent les pré sélections ? combien sont soutenus ?

Emmanuel Linot, La French Machine : J'appuie cette demande. Nous avons besoin de plus d'informations sur les projets aidés. Le soutien à la Recherche au Développement pour le développement d'outils à travers des projets collaboratifs existe. C'est du côté des services régionaux du soutien de la Recherche et du développement, pas des services de la Culture. Mais aujourd'hui les

sociétés doivent le faire de leur propre initiative et donc rencontrer les partenaires de leur propre initiative. Nous aurions besoin d'appels à projets sur certains domaines qui rassembleraient des acteurs. Aujourd'hui le travail est fait à l'initiative de chacun. Nous avons besoin d'augmenter les sollicitations, ce qui permettra aussi de se connaître entre sociétés et de développer des outils en commun. Il faut aussi aider les sociétés de post production en termes d'investissement dans le matériel.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : On pourrait envisager de mobiliser une ligne de crédits de Développement économique en faveur des industries techniques et de l'exploitation. Ce sont eux qui font filière. S'il y a des moyens à donner aux industries techniques tant sur des aspects de R&D que d'investissement, ces aides pourraient être complétées par un dispositif national au CNC qui est l'aide aux industries techniques. On pourrait envisager que ces aides soient portées par l'ensemble des partenaires associés sur le modèle de celle du CNC. Il est difficile pour la gouvernance que les industries techniques ne soient pas structurées collectivement. Pour créer une interaction, il faut un cadre structurant (associatif ou collectif). Dans les régions où les organisations sont fortes comme la Bretagne, c'est aussi parce qu'il y a des moyens importants qui sont donnés par les collectivités aux coordinations des associations. Et là malheureusement il y a une grande fragilité des coordinateurs et coordinatrices du côté de NAAIS ou la PENA.

Yohann Costedoat Descouzères, Maelstrom : Il est difficile de s'organiser en association pour les industries techniques car nous avons besoin de temps et de ressources en plus de nos activités professionnelles. On a cet effort à faire. Sur l'idée d'une ligne de crédit du développement économique, pourquoi pas mais il faut garder un lien avec la filière cinéma et qu'elle puisse donner son avis. Les services du Développement économique n'ont pas les mêmes objectifs que ceux de la Culture.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : Oui, on parle de panachage de crédits et d'économie d'échelle. Le cinéma est une industrie du prototype : la R&D est une activité clé pour les auteurs comme pour les industries techniques, à fortiori avec une mutation technologique si rapide. On peut faire quelque chose d'assez épatant dans cette région, à la condition que l'on tire tous dans le même sens. Ce qui est en jeu, c'est une nouvelle donne de la décentralisation du cinéma et de l'audiovisuel, tant du côté des pouvoirs publics et de l'Agence que des acteurs du territoire.

Xavier TRUCHON, Studio TOKU : Nous sommes des nouveaux acteurs de la filière. Nous essayons d'être innovant en créant un bassin de stop motion à Angoulême. Nous avons d'abord créé notre structure en association (en 2012) et récemment en tant que société. Depuis un an, on se rend compte qu'il y a un manque d'accompagnement, que ce soit au niveau départemental ou régional, pour les structures d'initiatives vraiment locales, surtout pour les premières années. On a 5 projets en développement d'auteurs régionaux. L'aide au programme est orienté sur un programme plus que sur une structure. Nous avons besoin d'exister suffisamment longtemps pour développer des projets prêts à être déposés pour une demande de subvention. Il y a des studios d'animations qui sont des succursales de studio parisiens ou gérés par une holding. Il faut soutenir les initiatives vraiment locales sur les 2/3 premières années.

Une autre remarque, il manque des résidences destinées aux auteurs sur la phase de développement pour le court métrage d'animation par exemple. C'est pourtant une phase très importante, parce qu'en fin d'écriture, surtout en animation, on a besoin de beaucoup visuels pour convaincre la production. Je trouve très intéressant l'idée d'une aide à la R&D pour les industries techniques.

Jean-Raymond Garcia, Tribune des auteurs/SRF : C'est précisément ce que l'évolution de l'aide au programme a remis en cause. Initialement l'aide au programme avait pour objectif d'accompagner les entreprises d'initiative régionale.

Je prépare pour la SRF, un webinaire avec la région Grand Est (le 13 mars). A vérifier (auprès de Clémence Novak, chef du service des industries créatives en région Grand Est), il semblerait que des fonds FEDER pourraient être mobilisés pour les délégations des acteurs territoriaux.

Synthèse

- Rôle central des aides financières : L'attractivité de la région pour les professionnels repose significativement sur les aides financières disponibles, en particulier pour la post-production, soulignant l'importance du soutien économique pour le secteur.
- Importance de la post-production locale : Des témoignages montrent que la centralisation parisienne perd de son sens face aux compétences régionales, nécessitant des financements ciblés pour développer l'attractivité régionale.
- Nécessité d'une politique de soutien spécifique à la post-production : Il est crucial d'avoir un fléchage spécifique des aides pour encourager les productions à opter pour la post-production locale.
- Manque de données sur la post-production : Plusieurs intervenants ont souligné le manque d'informations disponibles sur l'activité de post-production en région, ce qui limite la capacité d'analyse et de proposition d'améliorations.
- Besoins en termes de réglementation et de financement : La réglementation et les dispositifs de financement doivent être adaptés pour mieux soutenir la post-production et la coproduction internationale en région.
- Promotion des compétences régionales : La mise en valeur des talents et des compétences locales est essentielle pour renforcer l'attractivité de la région.
- Interconnaissance et réseau professionnel : La création de liens entre professionnels locaux est jugée nécessaire pour consolider le secteur et attirer de nouveaux projets.
- Importance des résidences d'écriture et de développement : Les résidences sont un levier clé pour l'attractivité, permettant d'initier des projets en région.
- Difficulté d'accès aux aides nationales pour les producteurs décentralisés : Les barrières à l'accès au financement national pour les producteurs en région doivent être adressées pour soutenir la décentralisation.
- Besoins de communication et de rencontres professionnelles : La nécessité d'événements de networking et de communication plus efficace entre les professionnels et avec les collectivités est soulignée.
- Valorisation des projets régionaux dans les festivals : Promouvoir les projets soutenus par la région dans les festivals nationaux et internationaux est crucial pour augmenter la visibilité et l'attractivité.
- Rôle des bureaux d'accueil des tournages et des festivals locaux : Ils jouent un rôle facilitateur important pour les tournages en région et pour la promotion des métiers du cinéma.
- Innovation et recherche et développement (R&D) : L'importance de l'innovation, notamment grâce à la R&D, est reconnue pour rester compétitif et attractif.

Synthèse des besoins et propositions : Les échanges de ce jour soulignent la nécessité de mieux structurer le soutien au secteur, d'améliorer la communication entre les acteurs, de développer des politiques spécifiques de soutien à la post-production, et de valoriser les compétences et projets régionaux pour renforcer l'attractivité de la région dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel.

ANNEXE

1 contribution écrite :

Marianne Campos, technicienne :

Pour favoriser l'emploi des professionnels dans la région, il faut trouver un moyen de bonifier les déplacements et hébergements des régionaux par rapport aux parisiens, conditionner les financements à l'emploi de chefs de poste et à la place des femmes, afin que tous les talents puissent évoluer. Malheureusement, lorsque les techniciens, et même les artistes réussissent à se faire embaucher, c'est majoritairement dans les emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires (renforts etc...)

Sur la formation, même si des outils sont en place ou initiés, ils sont malheureusement inutiles car ils ne sont pas pris en considération par les productions.